

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

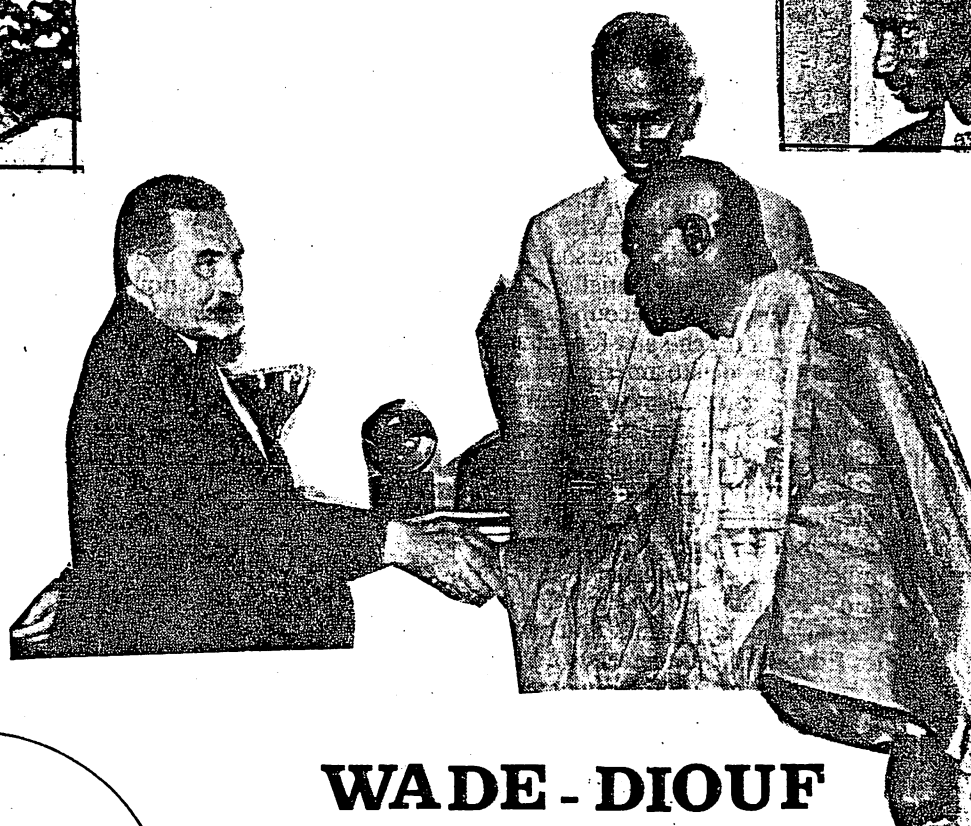
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 12 JUIN 1988

N° 171

PRIX : 3 FF



SENEGAL

SOMMAIRE
AU
VERSO

WADE - DIOUF

QUI SE RESSEMBLE

S'ASSEMBLE

SOMMAIRE

e d i t o r i a l

Pages 2 et 3

- Editorial: Diouf et Wade, qui se ressemblent s'assemblent.

Pages 3 et 4

- Mali: Moussa Traoré collectionne les titres.

Page 4

- Afrique du Sud: trois jours de grève avec succès.

Page 5

- Les idées de Le Pen, ce n'est pas par les élections qu'on les combat.

Pages 5 et 6

- Cacao: les trusts font la loi.

Pages 6 et 7

- Dette du tiers-monde: une proposition dérisoire.

Pages 7 et 8

- Capitalistes cherchent poubelles pour déchets toxiques.

SENEGAL

DIOUF-WADE : QUI SE RESSEMBLE S'ASSEMBLE

Après avoir passé quelques semaines en prison, Abdoulaye Wade, le dirigeant du PDS, a été libéré, puis reçu par Abdou Diouf dans le cadre du "dialogue démocratique" qu'il voudrait instaurer au Sénégal.

Quelle mouche a donc piqué Abdou Diouf pour qu'il daigne recevoir celui qu'il qualifiait hier encore d'"homme dangereux", de "charlatan démagogue", d'"irresponsable", etc? Aujourd'hui, il parle de "décrispation", de "dialogue" et de "concertation". Il voudrait que des "tables rondes" soient organisées entre lui et les partis d'opposition pour trouver un "consensus national".

Ce changement de langage de Diouf n'est pas étranger à la situation en vigueur au pays. L'état d'urgence qui a suivi les manifestations des 28 et 29 février n'a pas du tout ramené le calme. L'emprisonnement des dirigeants de l'opposition, loin de semer la peur et la résignation parmi les jeunes, a au contraire contribué au maintien de leur mobilisation. La grève à l'université et dans les lycées continuait, de même que des manifestations éclataient jusque devant le tribunal où Wade et les autres dirigeants de l'opposition étaient jugés.

La méthode dure ayant échoué, Diouf voudrait-il maintenant appliquer la méthode dite "douce" pour rétablir "l'ordre"? Dès le 1er mai, il avait annoncé la diminution des prix des denrées tels que le riz, l'huile et le sucre. Il a ensuite mis fin à l'état d'urgence, puis décrété l'amnistie pour les opposants emprisonnés, et amorcé la "décrispation".

Ce "dialogue démocratique" après le coup de bâton, va-t-il permettre à Diouf de respirer un peu en ramenant le calme dans le pays? C'est possible. En tout cas, Wade est d'accord pour lui faciliter la tâche. Lui aussi, tout comme la plupart des dirigeants des partis politiques d'opposition, voudrait ce dialogue et ces tables rondes. Et pour montrer qu'il est un homme politique "responsable", il a déjà demandé aux élèves et aux étudiants d'arrêter leur grève en leur promettant que leurs revendications seront négociées autour de ces tables rondes.

Wade a mis de côté tous les griefs qu'il avait contre Diouf. Il ne se proclame plus "président légitime du Sénégal". A un journaliste qui, avant sa rencontre avec Diouf, lui demandait si on allait "vers un gouvernement d'union nationale", Wade a répondu: "pour l'instant, je ne sais pas. J'attends de savoir de quoi il va me parler". Diouf de son côté a déclaré qu'il "n'exclut aucun point de discussion".

Alors, est-ce le mariage de raison entre les deux hommes après des années de fugue? En tout cas, si c'était le cas, ce ne serait aucunement un mariage contre nature. Car quoi

A B O N N E M E N T

ET

A D R E S S E

(VOIR PAGE 9)

★

★

★

... / ...

que Wade ait dit à l'égard de Diouf, ou inversement, la différence entre les deux hommes ne se trouve pas dans leur politique. Wade lui-même n'est qu'un rejeton du PS. Il n'ambitionne qu'une chose, c'est de parvenir à la tête de l'Etat pour y mener, comme il l'a dit, une politique "libérale".

La différence entre les deux hommes, c'est que l'un se trouve dans l'opposition et l'autre au pouvoir. Le fait d'être dans l'opposition donne peut-être à Wade une certaine crédibilité, une image d'homme de changement, auprès de ceux qui sont mécontents du régime de Diouf, et plus particulièrement auprès des jeunes dans les villes.

Mais ceux-là même qui ont mis leur espoir en Wade et qui ont cru qu'il allait apporter le "sopi" (le changement), risquent demain de déchanter. Car Wade est un politicien comme les autres. Quand il parle du peuple et de ses aspirations, de même que quand il parle du "sopi", c'est pour le tromper. Ce qui compte pour lui avant tout, c'est son ambition personnelle. Il est prêt, et il le montre déjà, à se servir de la crédibilité qu'il a auprès d'une fraction de la population, pour la monnayer, pour l'utiliser comme masse de manoeuvre.

Et si des politiciens comme Wade peuvent impunément jouer à ce jeu, c'est parce qu'il n'existe pas au sein de la population pauvre du Sénégal, plus particulièrement au sein de la classe ouvrière de ce pays, d'organisation capable de montrer à tous les pauvres du pays une autre voie à suivre, tout en démasquant leurs faux amis.

Cette absence d'organisation révolutionnaire fait terriblement défaut aux populations pauvres du Sénégal comme d'ailleurs. Ce ne sont pas les raisons du mécontentement et des révoltes qui manquent dans nos pays pauvres. La dégradation des conditions de vie pousse de temps en temps les populations à se révolter.

Mais ces révoltes, pour qu'elles ne soient pas vaines et sans lendemain, pour qu'elles ne soient pas dévoyées par des politiciens en mal de pouvoir, il faut impérativement qu'elles soient organisées et conduites par les pauvres eux-mêmes. C'est la seule manière pour les exploités de ne pas être trompés.

Moussa Traoré a-t-il peur qu'avec sa nouvelle responsabilité dans l'O.U.A, et par conséquent, ses nombreux déplacements, des hommes comme Mamadou Dembélé,

MALI : MOUSSA TRAORE COLLECTIONNE LES TITRES

Moussa Traoré vient d'être élu par les dirigeants des Etats africains président de l'Organisation de l'Unité Africaine au cours de leur réunion annuelle. Chacun à son tour, les chefs d'Etat africains ont droit à ce titre annuel. Et c'est une occasion pour eux d'aller se balader de capitale en capitale et de faire des discours sur le présent et l'avenir du continent.

Le fait d'être élu au cours de ce 25ème anniversaire de l'O.U.A est monté à la tête de Moussa. Le 6 juin dernier, au cours d'un remaniement ministériel, il a décidé de supprimer le poste de premier ministre. En plus, il a repris lui-même le portefeuille du ministère de la défense. Il s'est débarrassé de cinq de ses ministres et a fait rentrer quatre nouvelles têtes dans le nouveau gouvernement.

Moussa Traoré a-t-il peur qu'avec sa nouvelle responsabilité dans l'O.U.A, et par conséquent, ses nombreux déplacements, des hommes comme Mamadou Dembélé, ex-premier ministre et le général Sekou Ly, ex-ministre de la défense, ne lui piquent sa place?

... / ...

Il a beau concentrer entre ses mains tous les postes clés de l'Etat malien, cela ne le mettra pas à l'abri d'un éventuel coup d'Etat venant de l'ombre des casernes. Car lui-même, lorsqu'il renversa Modibo Keita en 1968, il n'était qu'un sous-officier dont Modibo ne connaissait peut-être même pas le nom. Alors, il a beau verrouiller toutes les portes et monopoliser entre ses mains tous les ministères, ce que lui, il a réussi contre Modibo, d'autres le pourront contre lui.

Mais le vrai danger pour lui ne viendra peut-être pas de là où il l'attend. Car ses véritables ennemis ne se trouvent pas forcément dans les casernes. Il pourrait venir des populations pauvres qui souffrent de sa dictature.

AFRIQUE DU SUD : TROIS JOURS DE GREVE AVEC SUCCES

Les 6, 7 et 8 juin ont été marqués en Afrique du Sud par une grève de protestation contre un nouveau texte de loi limitant encore davantage le droit de grève et les droits des travailleurs.

La grève, lancée par les principaux syndicats noirs, le COSATU et le NACTU, aurait touché 3 millions de travailleurs et paralysé une bonne partie de l'économie (sauf le secteur minier) du pays -principalement à Johannesburg, à Durban et surtout à Soweto où même les écoles et les magasins étaient fermés. Au cours de cette grève, il y a eu officiellement 14 morts.

Ainsi, malgré l'état d'urgence et autres restrictions, malgré l'impossibilité de lancer ouvertement un appel à la grève, les travailleurs ont réussi à paralyser la vie économique du pays, montrant une nouvelle fois qu'ils sont la principale force opposée au régime d'apartheid.

En plus de leur formidable capacité de mobilisation, les travailleurs noirs disposent de plusieurs syndicats dont les plus importants, le COSATU et le NACTU ont respectivement 750.000 et 150.000 membres. C'est une force puissante et le pouvoir blanc la considère comme telle. C'est pourquoi, il cherche à diminuer la capacité combative de celle-ci en renforçant sans cesse les lois restrictives contre les droits des travailleurs.

Mais en ripostant par un vigoureux mouvement de grève, les travailleurs ont montré qu'ils n'ont nullement l'intention de se laisser baillonner. Leur capacité de résistance a dû faire peur, ou en tout cas, impressionner le ministre de l'emploi, puisque celui-ci est devenu brusquement conciliant et a accepté le principe d'une rencontre avec les travailleurs pour discuter de leurs revendications.

Il s'agit là d'un petit recul du gouvernement raciste sud-africain qui reconnaît à sa manière le succès de la grève. Mais si les travailleurs noirs constituent une force incontournable, ils ne s'en servent que sur le plan syndical, laissant le terrain politique occupé par des organisations nationalistes.

Pour mener jusqu'au bout leur lutte, les travailleurs ont besoin d'avoir leur propre organisation politique. Sans une telle organisation autonome, leur lutte servira à d'autres intérêts qui n'ont rien à voir avec les leurs.

LES IDEES DE LE PEN, CE N'EST PAS PAR LES ELECTIONS QU'ON LES COMBAT

Au cours de ce deuxième tour des élections législatives, le PS a eu 276 députés élus, le PCF, 27. L'UDF et le RPR totalisent 271 députés et le FN un seul.

Bien de travailleurs peuvent prendre la baisse électorale du FN - moins de 10% - comme une victoire contre les idées racistes. Ils pourront peut-être se réjouir à l'idée que Le Pen et ses partisans ne vont plus venir déverser leur haine contre les étrangers, contre les travailleurs, à la radio et la télévision.

Mais il ne faut pas nous faire des illusions. Ce n'est pas parce que le FN n'a presque plus de député que la partie est gagnée. La démagogie anti-immigrée et anti-ouvrière de Le Pen s'exprime surtout en dehors du parlement. Et le courant réactionnaire qu'il représente reste toujours une menace pour les travailleurs. Si Le Pen et ses partisans s'en prennent aux travailleurs, ce ne sont ni Rocard, ni Mitterrand ni leurs alliés centristes qui les mettront hors d'état de nuire.

La lutte contre le racisme, contre la baisse des salaires et le chômage peut se faire efficacement si les travailleurs engagent vraiment une lutte. C'est en montrant leur force dans les usines, dans la rue que la classe ouvrière, française et immigrée, pourra barrer la route à Le Pen.

Les députés élus au parlement, même s'ils sont de gauche, ne nous protègent pas des mesures que prennent les patrons contre les travailleurs. Ils ne nous protégeront pas plus contre les licenciements, le chômage que contre l'extrême-droite.

Le parlement est un paravent derrière lequel ces élus passent leur temps à palabrer pour tromper les travailleurs. Les travailleurs français et immigrés doivent compter sur leur propre force et non sur le résultat qui est sorti de ces élections.

CACAO: LES TRUSTS FONT LA LOI

Houphouët Boigny n'est pas content! Depuis juillet dernier, il refuse de livrer le cacao sur le marché mondial tant que les prix ne remonteraient pas. La récolte de l'an dernier reste toujours stockée.

Il voudrait que les organismes internationaux respectent la fourchette des prix sur laquelle des accords ont été signés en 1986. Avec sa "menace", Houphouët Boigny espère-t-il faire peur aux trusts qui font la pluie et le beau temps en matière des prix des matières premières? Combien de temps pourrait-il tenir jusqu'au renchérissement des prix du cacao?

La réponse ne dépend pas de la "menace" d'un valet comme Houphouët même si la Côte d'Ivoire se trouve être le premier producteur mondial du cacao; elle dépend du bon vouloir de l'impérialisme qui, à travers les organismes internationaux qu'il a mis en place, fixe et contrôle les prix des matières premières.

Le monopole du commerce international appartient à l'impérialisme. Il est fait de sorte que les échanges profitent aux pays riches; inversement les pays pauvres sont les perdants; ces échanges ne font que les enfoncer un peu plus dans la misère et le sous-développement.

Même à supposer que le cacao soit acheté à un prix acceptable, qui bénéficierait de cette situation? Certainement pas les petites gens qui vivent misérablement dans les campagnes ou ceux entassés dans les quartiers populaires et les bidonvilles d'Abidjan.

En revanche les gros planteurs eux, peuvent s'enrichir encore, même en vendant bon marché. Tout comme les dirigeants qui bénéficient des miettes que leur laisse l'impérialisme en reconnaissance des services rendus.

Mais une réduction du prix du cacao risque d'amoindrir encore les salaires déjà maigres des travailleurs agricoles du rang qui ont du mal à faire vivre leur famille. De même les petits planteurs risquent de voir leurs revenus diminuer.

Les échanges ne profitent qu'à l'impérialisme, aux bourgeois locaux et aux valets, mais pas à la population pauvre.

La seule solution pour les pauvres, c'est de s'en prendre à ce système odieux qui aggrave la misère et la pauvreté dans les pays sous-développés comme ceux de l'Afrique. Et tant que dure ce système capitaliste, il ne peut y avoir justice dans les échanges internationaux.

DETTE DU TIERS-MONDE: UNE PROPOSITION DERISOIRE

Le 8 juin dernier, François Mitterrand s'est engagé publiquement à annuler le tiers de la dette de certains pays du tiers-monde dont les pays africains pour la plupart. Il compte faire cette proposition aux sept pays les plus riches du monde lors d'un sommet qui se tiendra au Canada du 19 au 21 juin.

On ne sait pas encore si les autres pays riches vont accepter la proposition de Mitterrand. En tout cas même si les pays riches décidaient d'annuler non pas seulement le tiers mais la totalité de la dette; non pas seulement pour certains pays mais pour tous les pays sous-développés, ce ne serait que justice. Car depuis longtemps, ces pays ont touché le double, voire le triple de la somme prêtée mais ils continuent encore à toucher les intérêts.

C'est un vol gigantesque des pays pauvres et c'est révoltant. Il n'y a vraiment pas de quoi glorifier la proposition hypocrite de Mitterrand comme l'ont fait certains journaux français.

Mais les dettes ne sont qu'un des moyens pour exploiter les pays pauvres. Il y a mieux, c'est l'exploitation directe des richesses mêmes de ces pays.

Ceux-ci sont pillés et exploités depuis des siècles par les pays riches. Et tant que le système capitaliste existe, ils continueront à s'appauvrir. C'est ce système basé uniquement sur le profit, qui élargit d'année en année le fossé entre les pays développés et les pays sous-développés.

Les pays riches ont déjà réalisé sur le dos des pays pauvres d'énormes profits. Alors de temps en temps, ils font un petit geste, à la fois pour se donner bonne conscience et donner un petit ballon d'oxygène à certains régimes au bord du gouffre.

Car si ces régimes sont pris à la gorge et qu'ils ont recours sans cesse à des mesures d'austérité, cela risque de provoquer une révolte des populations et de créer une situation instable, difficilement contrôlable.

En cherchant à prévenir cela, au fond, c'est aussi à eux-mêmes qu'ils accordent les prétendues aides. Et ils protègent par la même occasion leurs valets contre d'éventuelles révoltes de leurs populations.

Si dans leurs intérêts compris les pays riches sont loin de faire des actes significatifs, il est donc illusoire de croire que les pays pauvres pourront s'en sortir dans le cadre de la société capitaliste. C'est en détruisant cette société qu'on pourra mettre fin à l'exploitation et à la misère.

En effet, en remplaçant la société injuste actuelle par une autre plus humaine, ne prenant en compte que les besoins des populations, les richesses énormes accumulées dans les pays riches pourraient être mises à la disposition de l'humanité tout entière.

Cela est tout à fait possible. Mais à condition que les travailleurs des pays riches et ceux des pays pauvres s'unissent et se donnent les moyens de renverser les exploités à l'échelle du monde.

CAPITALISTES CHERCHENT POUVELLES POUR DECHETS TOXIQUES

Des organisations écologistes ont mis en évidence ces derniers jours, un certain nombre de scandales concernant la "gestion des déchets industriels".

C'est ainsi qu'on apprend que plusieurs pays africains (la Guinée Bissau, le Bénin, la Guinée, le Congo, entre autres) ont signé ou étaient sur le point de signer des contrats avec des trusts pour qu'ils servent de dépotoirs de déchets industriels toxiques.

La Guinée Bissau, par exemple, s'apprêtait à recevoir pendant cinq ans une livraison de 15 millions de tonnes de déchets contre 600 millions de dollars. Le Bénin, quant à lui, avait déjà conclu au mois de janvier dernier un accord du même type pour dix ans contre près de 4 milliards de francs CFA.

Cette affaire n'a permis d'entrevoir qu'une infime partie de ce gros trafic sordide auquel se livrent des Etats africains et les grandes sociétés spécialisées dans les productions chimiques.

Et pour une affaire dévoilée, combien d'autres se passent en cachette. Au moment même où l'on parle de ces affaires, combien de millions de tonnes de ces produits dangereux ont été déjà déversés dans le continent africain.

La vie des populations menacées par de tels produits ne compte pas pour les capitalistes. Non seulement, ils exploitent et pillent les richesses aux quatre coins du monde, mais ils sèment la mort avec leurs pollutions.

On a vu en Inde lors de la catastrophe de Bopal combien de milliers de victimes peut faire une simple fuite. On a vu aussi l'année dernière à Bâle, en Suisse, comment un incendie dans une usine peut se transformer en catastrophe écologique. La dernière en date est l'incendie d'une usine à Tours, qui a privé d'eau potable toute une ville de 200.000 habitants et dont les conséquences ne sont même pas évaluées.

Déjà, dans les pays riches, où les moyens techniques et matériels existent, on n'arrive pas à assurer la protection nécessaire et les dégâts sont considérables. Alors on imagine ce que ces millions de tonnes de déchets toxiques enterrés sans précaution dans les sols des pays pauvres d'Afrique, peuvent provoquer. Et tout cela, sans que les populations concernées soient informées.

Mais les trusts ne sont pas les seuls criminels, car c'est avec l'accord des Etats africains qu'ils ont obtenu l'autorisation de déverser leurs déchets. Face au tollé que cette affaire a provoqué dans l'opinion (et peut-être face à la réaction que de telles affaires pourraient déclencher dans leur propre pays) la plupart des Etats africains ont reculé.

Les dirigeants de la Guinée Bissau ont déclaré qu'ils n'ont jamais signé de contrat, mais qu'ils ont seulement commencé à "étudier" l'offre des trusts et qu'il n'était plus question de l'accepter. Ceux du Congo ont dit que le contrat n'était pas valable, soi-disant que l'accord n'a pas été signé avec l'Etat mais avec des ministres ou des hauts fonctionnaires non attitrés. Lansana Conté a, quant à lui, tout simplement écarté le ministre qui a signé l'accord.

Même les instances de l'O.U.A soi-disant "alertées" par les bruits, ont pondu une "résolution" déclarant qu'elles considéraient tout accord concernant les déchets toxiques comme "criminel à l'égard du continent".

Les voilà donc, ces hypocrites et ces criminels qui font semblant de dénoncer ou de découvrir leurs propres trafics. Pourtant, c'est avec leur complicité que les trusts voudraient faire de ce continent leur poubelle à bon marché. Mais s'il y a quelque chose que les travailleurs et les pauvres de cette terre devraient mettre à la poubelle, ce sont les capitalistes et leurs valets.



A B O N N E M E N T

- France : pli ouvert 55 FF; pli fermé 65 FF. Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

- Etranger : même tarif mais

uniquement en "coupons-réponses" international.

A D R E S S E

Toute correspondance est à adresser à COMBAT-OUVRIER
B.P. 42 - 92114-CLICHY Cedex

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.